

concurrents canadiens dans le même domaine. C'est quelque chose qu'il ne faudrait certainement pas oublier.

Lorsque le ministre du Commerce nous parle des dispositions qui ont été prises et dit qu'on nous demande seulement d'approuver une méthode qui permettra d'éviter la propriété publique, rappelons-nous que ce n'est pas en cela que consiste la proposition. Il s'agit de fournir de l'argent canadien pour assurer le financement d'une entreprise entre les mains d'intérêts étrangers. Voyons ce qui se produit, comme le révèle la demande présentée à Washington. On se propose d'exporter journalièrement à Emerson 200 millions de pieds cubes; 152 millions iront à trois sociétés ou bien alterneront avec le gaz utilisé d'autre part par ces trois sociétés. Ces trois sociétés sont extrêmement intéressantes, vu les vastes répercussions de la situation créée. La première est la *United States Steel* de Chicago. Son contrat montre qu'elle prendra 70 millions de pieds cubes par jour. La deuxième est la *Inland Steel* de Chicago avec 45 millions de pieds cubes par jour. La troisième est la *Iron Ranges Natural Gas* de Minnesota, qui approvisionne les exploitations de la région de Mesabi; elle a souscrit un contrat de 37 millions de pieds cubes par jour. On a donc un total de 152 millions.

Que personne ne vienne dire que ce n'est pas ainsi qu'on utilisera ce gaz, car les contrats en question servent justement à étayer la demande d'autorisation en vue de l'exportation. Peu importe que ces contrats soient remplis directement grâce au gaz canadien ou par alternance avec le gaz canadien. Qu'arrivera-t-il si le gaz prend cette direction? Voyons comme c'est intéressant. Quel intéressant concours de circonstances! Nous avons vu ce qui se passait à l'Ouest. Allons voir maintenant à l'Est. Le Canada engage de fortes sommes dans l'aménagement de la voie maritime du Saint-Laurent. Il y a quelques jours, le président de l'Administration de la voie maritime canadienne, l'honorable Lionel Chevrier, expliquait que la raison pour laquelle nous avons la voie maritime c'est que les États-Unis ont besoin de minerai de fer et que les principales cargaisons qui emprunteront cette voie seront de minerai de fer. C'est très intéressant. Cette grande voie maritime que nous aidons à aménager servira à acheminer le minerai de fer par les lacs jusqu'aux usines où il sera transformé grâce au gaz canadien.

M. Fulton: D'où vient le minerai de fer?

L'hon. M. Drew: Le minerai de fer sera transporté aux usines des États-Unis qui utiliseront le gaz canadien à meilleur marché que nos aciéries.

[L'hon. M. Drew.]

L'hon. M. Rowe: Le minerai canadien également.

L'hon. M. Drew: Évidemment, je parle du minerai de fer de l'Est canadien. Il est peut-être plus facile d'exporter du gaz naturel, mais nous devons nous assurer que nous aurons à l'avenir nos propres réserves de gaz naturel. Nous devons nous rappeler que les pipe-lines des États-Unis suffisent à peine à répondre à la demande outre-frontière. Même nos énormes ressources ne suffiront pas pour répondre à une telle demande si nous nous engageons trop à fond dans le réseau américain dont l'expansion se poursuit à une telle cadence. En réalité, les nouvelles découvertes ne suffisent pas à faire face à la demande dans certaines régions; certains contrats sont actuellement en défaut à cause du manque de gaz qui sévit dans certaines régions des États-Unis.

L'expérience atteste que les États-Unis, quand ils se seront emparés de ces ressources, protégeront leurs propres consommateurs. C'est leur droit. Quant à nous, à titre de représentants de la population du Canada, nous devons, par les décisions que nous prenons à la Chambre des communes, protéger les consommateurs canadiens. Je l'ai déjà dit, et le ministre du Commerce a insisté sur ce point, des difficultés peuvent surgir. Cependant, elles ne sont rien en regard de celles avec lesquelles sir John A. Macdonald et sir Georges-Étienne Cartier étaient aux prises quand, unissant leurs efforts, ils ont assuré l'unité de notre pays au moyen d'un autre réseau de communication.

Si, au début, les Canadiens n'avaient pas été prêts aux plus grands efforts et aux plus grands sacrifices, la nation n'aurait pas survécu. C'est incontestable. Nous avons atteint une étape capitale où le besoin de sacrifices est aussi grand. Il nous faut prendre une décision non pas à l'égard de ce pipe-line en particulier mais à l'égard de l'opportunité de dresser un plan défini en vue de conserver et d'exploiter les ressources nationales pour le bien des Canadiens, ici au Canada. Contrairement à ce qu'a dit le ministre du Commerce, il nous faut maintenant concentrer notre attention sur nos ressources. Nous ne pouvons le faire qu'au Parlement et une occasion s'offre à nous de nous déclarer indépendants des États-Unis sur le plan économique. C'est le moment d'établir des plans en vue d'utiliser pleinement toutes les ressources dont la Providence nous a dotés.

L'époque où il y avait de l'incertitude quant à l'avenir du Canada en tant que nation souveraine peut nous sembler révolue depuis longtemps, mais le principe est le même. Peu importent les relations amicales